

**Le 17 février 2010**  
**Contact n°4**

## **D'anciens travailleurs de PMP mis à l'honneur lors d'une cérémonie de remise des diplômes**



Le président des TCA, Ken Lewenza, félicite l'ancienne travailleuse de PMP, Maria Cordero, pour avoir suivi avec succès le 19 janvier 2010, un programme sur les services bancaires et financiers

Plus de 90 anciens employés de Progressive Moulded Products (PMP) ont pris part à la cérémonie de remise des diplômes qui s'est tenue au PMP Action Centre de Vaughan en Ontario le mardi 19 janvier dernier – une nouvelle étape franchie dans le processus fastidieux que suivent ces chômeurs pour retrouver un emploi et une carrière.

Cette cérémonie était la première en son genre depuis la fermeture des 11 usines de PMP à Vaughan, fermeture qui a entraîné la mise à pied soudaine de 2 400 personnes en juillet 2008.

Environ 36 personnes ont terminé avec succès le programme *Deuxième carrière* financé par la province et plus de 50 autres ont décroché un diplôme dans des programmes de mise à niveau scolaire. Les domaines d'études vont de l'assistance dentaire aux services sociaux, en passant par la préparation des aliments et les métiers du bâtiment

Des certificats ont également été remis aux travailleurs ayant suivi un programme interne de préparation à l'emploi/mise à niveau scolaire.

« Ces travailleurs ont surmonté des obstacles parmi les plus difficiles après avoir perdu leur emploi », a déclaré le président des TCA, Ken Lewenza. « Outre la reconnaissance de leur réussite dans ces programmes essentiels de formation générale et professionnelle, c'est aussi leur esprit de solidarité et leur persévérance que nous célébrons. »

M. Lewenza a assisté à la cérémonie aux côtés du ministre ontarien de la Formation et des Collèges et Universités, John Milloy.



## **Soutenez le fonds de secours pour Haïti des TCA**

Ken Lewenza, a lancé un appel urgent à l'ensemble des sections locales, des employés et des coordonnateurs des TCA, les invitant à faire des dons au fonds de secours pour Haïti du Fonds de justice sociale du syndicat.

Les TCA ont pour objectif de récolter 250 000 \$ pour les victimes du séisme, dans l'espoir de décrocher les contributions maximales du gouvernement fédéral.

Il est possible de faire des dons individuels au fonds de secours pour Haïti (un reçu fiscal sera remis pour les dons à partir de 20 \$). Vous pouvez envoyer vos chèques au Fonds de justice sociale des TCA – Fonds de secours pour Haïti, à l'adresse suivante :

Fonds de justice sociale des TCA  
205 Placer Court  
Toronto, Ontario M2H 3H9

Si vous avez des questions, veuillez les adresser par courriel au service international des TCA : [cawint@caw.ca](mailto:cawint@caw.ca).



## **La communauté se mobilise pour sauver le site métallurgique de Kidd Creek**

Un ralliement communautaire dirigé par la coalition « Save the Met Site » à Timmins en Ontario a rassemblé en un mouvement enthousiaste près de 2 000 militants déterminés à s'assurer que le site métallurgique Kidd de Xstrata restera ouvert.

Xstrata Copper Canada a annoncé en décembre dernier son intention de fermer définitivement, en mai 2010, ses usines de transformation de zinc et de cuivre. La section locale 599 des TCA y représente 615 travailleurs. Au total, 670 employés de Kidd ainsi que près de 200 sous-traitants vont perdre leur emploi.

Le président de la section locale 599 des TCA, Dennis Couvrette, a exhorté l'ensemble de la communauté à protester.

« Nous devons tous admettre que les actions de Xstrata sont injustes », s'est insurgé M. Couvrette. « Ils se trouvent dans une position où [ils sont convaincus que] les employés de Kidd Creek peuvent être sacrifiés. »

Ken Lewenza, a affirmé que le nombre impressionnant de participants au ralliement du 17 janvier prouvait l'importance que chacun, à Timmins et dans la région environnante, attache à la question.

Comme l'a déclaré M. Lewenza au journal *Timmins Daily Press*, lorsque la ville d'Oshawa a dû faire face à la fermeture potentielle de GM, le premier ministre a offert d'apporter son aide. Il devrait en faire de même pour les travailleurs du nord-est de l'Ontario. « Cette situation a autant d'importance pour la communauté locale que Chrysler en a pour Windsor », a assuré M. Lewenza. « Il ne s'agit pas simplement de nous, mais de ce qui est bon pour la future génération. »

Ben Lefebvre, président de l'unité de négociation chez Xstrata Copper, a affirmé que la société engrangeait d'énormes bénéfices, bien que les responsables prétendent le contraire. « Pendant la période de trois ans qui s'est terminée le 31 décembre 2008, Kidd a réalisé près de un milliard de dollars de bénéfices nets », a révélé M. Lefebvre. « Les prix de base des métaux atteignent de nouveau des pics historiques. L'annonce de Xstrata n'a tout simplement aucun sens. »

Pour signer la pétition, veuillez visiter l'adresse <http://www.caw599.ca/>.

Allez encore plus loin et incitez vos amis et voisins à la signer également!



### **Le soutien aux travailleurs de Debro Steel à Brampton en Ontario**

Les sections locales des TCA sont encouragées à offrir leur soutien financier aux membres de la section locale 252 des TCA en grève depuis le 22 novembre dernier chez Debro Steel à Brampton en Ontario.

« On ne peut nier qu'il s'agit d'un conflit épineux, puisque l'employeur a ajourné de nombreuses concessions », a fait remarquer Ken Lewenza.

L'employeur veut supprimer progressivement les congés de maladie, il conteste les nouveaux salaires à l'embauche et il exige une limitation des heures supplémentaires pour ne pas dépasser 40 heures par semaine. La section locale 252 représente 36 travailleurs de Debro Steel.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de CAW Local 252 et à envoyer à Abbot Harvey, President, CAW Local 252, 1343 Matheson Blvd., Unit 12, Mississauga, Ontario L4W 1R1.



### **La section locale 444 des TCA dispense une formation sur les droits de la personne**



Une centaine de dirigeants syndicaux de la section locale 444 des TCA ont participé à un programme d'une semaine sur les droits de la personne au début du mois de janvier. Une autre centaine de dirigeants suivront cette formation dans les mois à venir. Les cours ont été organisés à l'aide du Service des droits de la personne des TCA.



### **Nomination**

En vue du départ à la retraite de Munir Khalid, Ken Lewenza a nommé le représentant national SUKHVINDER JOHL au poste de directeur de la région de Toronto; il travaille depuis le bureau des TCA à Toronto depuis le 31 janvier 2010.



### **Des amendements au projet de loi de l'Ontario sur la violence au travail**

Le mouvement syndical de l'Ontario est parvenu à faire passer des amendements à un projet de loi qui, s'il est correctement appliqué, permettra de protéger les travailleuses et travailleurs contre la violence et le harcèlement au travail.

Le projet de loi au nom du gouvernement numéro 168, qui vient modifier la Loi sur la santé et la sécurité au travail concernant la violence et le harcèlement sur le lieu de travail, a été approuvé le 15 décembre dernier. Ces amendements entreront en vigueur le 15 juin 2010.

Lors des audiences du comité, des syndicats, y compris les TCA, des travailleurs individuels et des familles touchées ont soumis leurs propositions et recommandations pour l'amélioration du projet de loi.

Le comité a entendu plus de 40 propositions et ajouté deux amendements au projet de loi 168 : une définition élargie de la violence sur le lieu de travail incluant les menaces de violence physique et un amendement permettant aux inspecteurs du ministère du Travail de contraindre les employeurs à présenter une évaluation écrite des risques.

Bien que les militants syndicaux aient demandé des changements supplémentaires, les amendements déjà passés imposent aux employeurs des obligations légales importantes pour le développement et l'application de programmes et de politiques de prévention de la violence au travail.

« Cette victoire revient à la direction locale des intervenantes des TCA auprès des femmes ainsi qu'aux membres de nombreux groupes de coalition qui se sont formés après les meurtres de Theresa Vince et Lori Dupont sur leur lieu de travail, en 1996 et 2005 respectivement », a déclaré Julie White, directrice des programmes des femmes des TCA. « Les familles de Theresa et Lori se sont démenées pour que la question de la violence sur le lieu de travail reste au programme des responsables politiques afin de pousser nos élus à changer la donne. »

« C'est à nous désormais de nous assurer que les employeurs développent et appliquent les nouveaux programmes et les nouvelles politiques de prévention de la violence au travail, afin de créer des lieux de travail sûrs et sains pour l'avenir », a ajouté Sari Sairanen, directrice de la santé et sécurité des TCA.



### **Un règlement aux usines Aradco et Aramco de Windsor**

Les anciens employés d'Aradco et Aramco, deux fournisseurs de pièces automobiles ayant fermé leurs portes l'année dernière à Windsor, se partageront 225 000 \$ supplémentaires à la suite d'un règlement annoncé le 22 janvier.

Le président de la section locale 195 des TCA, Gerry Farnham, a exposé brièvement les termes du règlement conclu entre sa section locale, la société Catalina Inc., propriétaire des usines, et la Comerica Bank concernant les 80 anciens employés.

M. Farnham a expliqué qu'il s'agissait du meilleur accord possible étant donné les circonstances. Les travailleuses et travailleurs pourraient également toucher des indemnités en raison d'une future décision judiciaire à la suite de la plainte déposée par Catalina contre Chrysler pour la résiliation de son contrat de fourniture de pièces.

« Riposter fait toute la différence », a attesté M. Farnham. « Ces travailleurs sont partis de rien le jour où les usines ont fermé, mais ils ont lancé une contre-attaque qui leur a permis d'obtenir 625 000 \$. Et s'ils obtiennent gain de cause devant le tribunal, ils toucheront des sommes supplémentaires », a-t-il expliqué.

Lorsque les usines ont soudainement cessé toute activité en mars dernier, les employés auraient dû recevoir environ 2,4 millions de dollars en indemnités de départ et de congés. Ils ont occupé l'usine Aradco et ne l'ont quittée qu'après avoir touché des indemnités de la part de Chrysler. Ils ont également bloqué l'accès aux deux usines afin d'empêcher les équipements de la société de quitter les lieux et retarder leur mise aux enchères.



### **Libre-échange Canada–Union européenne : des pourparlers antidémocratiques**

Alors que le deuxième cycle de pourparlers sur le libre-échange entre le Canada et l'Union européenne s'est achevé le 22 janvier à Bruxelles en Belgique, une coalition d'organisations de la société civile du Canada a exigé la pleine transparence du gouvernement Harper ainsi qu'une interruption des négociations pendant la tenue de consultations publiques partout au Canada.

La portée de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne menace les services publics, le développement durable, les politiques sociales et la démocratie locale, selon des organismes tels que le Conseil des Canadiens, le Syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, le Sierra Club du Canada, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, le Syndicat canadien de la fonction publique et le Syndicat national des employés et employés généraux du secteur public.

Selon le président des TCA, Ken Lewenza, l'accord proposé menace également d'étendre le pouvoir et les privilèges accordés aux sociétés privées, faisant ainsi écho aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain.

« Nous avons été les témoins directs de la façon dont l'ALÉNA a détruit des emplois, détérioré les conditions de travail et rendu les gouvernements pratiquement impuissants face aux intérêts corporatifs. Les Canadiennes et Canadiens ne peuvent prendre à nouveau cette voie », a-t-il affirmé.

L'une des questions les plus controversées à la table de négociation est l'annulation du pouvoir du gouvernement d'imposer un contenu local ainsi que d'autres dispositions pour ses achats de biens et services. En vertu de cet accord, les sociétés privées pourraient légalement contester les politiques d'achats canadiens aux niveaux provincial et municipal.

Les pourparlers sur le libre-échange entre le Canada et l'Union européenne sont les derniers d'une série d'accords négociés par le gouvernement Harper, y compris avec la Corée du Sud et la Colombie.

Le troisième cycle de négociations est prévu à Ottawa en avril prochain.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez consulter la feuille d'information du Conseil des Canadiens (disponible en anglais seulement) intitulée :

**Open For Business: Privatization, not higher standards, the main goal of Canada-EU free trade talks**  
(<http://canadians.org/trade/documents/CA-EU-trade-talks.pdf>)



### **Les syndicats d'Air Canada désignent Roy Romanow comme représentant au Conseil**

Le Conseil des syndicats représentant les employés syndiqués d'Air Canada a choisi l'honorable Roy Romanow à titre de représentant au sein du conseil d'administration du transporteur aérien.

M. Romanow est un ancien premier ministre de la Saskatchewan et a dirigé la Commission royale sur l'avenir des soins de santé au Canada. Il est membre du Conseil privé et officier de l'Ordre du Canada. M. Romanow est présentement attaché supérieur de recherche en politique publique à l'Université de la Saskatchewan.

M. Romanow a longtemps fait la promotion de la représentation des travailleurs au sein des conseils d'administration et il a siégé comme administrateur d'autres entreprises du secteur privé. Il siège actuellement au conseil d'administration de Torstar Inc.

La désignation de M. Romanow par les syndicats d'Air Canada est soumise aux procédures normales de la gouvernance d'entreprise du transporteur aérien, notamment sa nomination comme administrateur lors de l'assemblée générale annuelle.

La représentation des travailleurs au sein du conseil de la compagnie aérienne a été négociée par les syndicats en juin 2009, quand Air Canada a demandé à ses regroupements d'employés de signer des conventions collectives n'entraînant pas de coûts et d'appuyer un calendrier révisé de paiement des prestations de retraite.

Le Conseil des syndicats est composé de l'Association des pilotes d'Air Canada (APAC), de l'Association canadienne des régulateurs de vol (CALDA), du Syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale (AIMTA).



### **Les TCA demandent des emplois à temps plein à Casino Niagara**

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé le 22 janvier qu'il prolongera de 15 ans le bail de Casino Niagara, une bonne nouvelle pour les employés et leurs familles, selon Ken Lewenza.

Cependant, le gouvernement libéral doit prendre des mesures immédiates afin de garantir que Casino Niagara et le Fallsview Casino créeront de nouveaux emplois à temps plein pour la communauté locale durement touchée.

« Il est essentiel d'obtenir un engagement quant à la création d'emplois à temps plein pour les employés des casinos, leurs familles et la communauté de Niagara, surtout face à l'incertitude du contexte économique actuel », a souligné M. Lewenza. « La création d'emplois peu rémunérés, à temps partiel ou à durée déterminée, cause seulement une plus grande instabilité pour les travailleurs. »

« Avec ce bail, le gouvernement a offert davantage de stabilité à l'exploitant. En retour, les TCA demandent que l'accord inclue un engagement pour la stabilité de l'emploi pour les travailleurs », a expliqué M. Lewenza.

D'après les archives des entreprises, en janvier 2009, Casino Niagara et le Fallsview Casino comptaient 3 439 employés. Au total, 43 pour cent de ces emplois étaient à temps partiel ou à durée déterminée. Comparativement, les archives révèlent que, en 2003, 84,5 pour cent des emplois sur ces deux sites étaient des postes à temps plein.

Les TCA mènent actuellement une campagne syndicale auprès de ces deux casinos de Niagara.

Les TCA constituent le plus grand syndicat du secteur des jeux dans le pays et représentent 7 000 employés au sein du Caesars Windsor Casino, du Brantford Casino, de Slots à Sudbury Downs, du Great Blue Heron Charity Casino, de l'Edgewater Casino, de Woodbine Racetrack et de bien d'autres sociétés.



### **Stress au travail dans le secteur des soins de santé**

Une étude approfondie au sein de quatre établissements hospitaliers de la région d'Ottawa a révélé que les travailleurs d'hôpitaux souffrent d'un degré de stress et d'une surcharge de travail très élevés, alors même qu'ils sont menacés de gels des financements, de mises à pied et de réductions du nombre de lits.

La nouvelle étude sur la « surcharge de travail » dans le système de santé canadien s'appuie sur un sondage réalisé auprès de 1 500 travailleurs du secteur des soins de santé, dans quatre hôpitaux. Les personnes interrogées étaient en grande majorité des femmes et plus de 75 pour cent étaient mariées et avaient des enfants.

L'étude, financée par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, a confirmé que les employés du secteur des soins de santé étaient les travailleurs les plus soumis au stress et à la surcharge de travail de tout le pays. Le rapport a dévoilé que 60 pour cent d'entre eux souffraient d'une

« surcharge de travail » considérable, qui se caractérise par une quantité excessive de tâches à réaliser en un délai insuffisant, d'après le quotidien *Ottawa Citizen*.

« Selon moi, les travailleuses et travailleurs du secteur des soins de santé sont déjà surchargés », a fait remarquer Linda Duxbury, coauteure de l'étude et professeure à l'Université Carleton. « Le système ne leur accorde aucun répit. » Comme elle l'a également déclaré au *Citizen* : « La manière dont les hôpitaux sont financés et les performances mesurées ne reflètent pas vraiment la réalité des soins de santé. »

La directrice du secteur des soins de santé des TCA, Katha Fortier, a estimé que les résultats de l'étude n'étaient pas surprenants. « Nous savons que les femmes réalisent la majorité du travail non rémunéré. Nous savons aussi que les hôpitaux réduisent leur personnel et que les employés restants continuent à fournir un niveau de soins identique, même si cela les oblige à travailler pendant leurs pauses ou à prendre des risques personnels pour répondre aux besoins de leurs patients. »

Ken Lewenza, a souligné que les hôpitaux du Canada font face à des réductions au niveau des services et du personnel, alors que les besoins sont plus pressants que jamais. « Le gouvernement doit préserver ce principe primordial : garantir à chacun des soins de qualité », a affirmé M. Lewenza. « Il doit s'assurer que ces hôpitaux ont un financement adéquat et ne procèdent à aucune mise à pied. Si nous prenons soin de nos travailleurs d'hôpitaux, ils pourront à leur tour prendre davantage soin de leurs patients. »



### **Les Canadiens exigent que les députés se remettent au travail : grands rassemblements pour la démocratie à l'échelle nationale – 23 janvier 2010**



Nanaimo. Photo de J. Sadlemyer, section locale 114



Stratford. Photo de K. Kent, section locale 4451



Vancouver. Photo de T. Cheung, section locale 2002



London. Photo d'I. Ahmed, section locale 1520



St. Catharines. Photo de P. Scott, section locale 199



Moncton. Photo de C. Robinson, section locale 2002



Whitby. Photo de R. Kiehne, sections locales 112 et 1520



St. John's. Photo de G. Pretty, TCA/SPATA



London. Photo de S. Lewis, adjoint à la députée Irene Mathysen, circonscription de London-Fanshawe



Ottawa. Photo de H. Ghadban



Oakville. Photo d'A. Di Caro



Windsor. Photo de G. Gray, section locale 444

np : sepb343